

*Questions orales***LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES****L'AUGMENTATION POSSIBLE DES TARIFS POSTAUX**

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Le 20 juin 1985, le ministre responsable de Postes Canada à l'époque a annoncé que la Société des Postes devrait mettre en oeuvre de nouvelles mesures destinées à augmenter la productivité avant que le Cabinet n'accepte de nouvelles augmentations de tarifs. Le Cabinet acceptera-t-il l'augmentation de 2c. proposée par Postes Canada et, dans l'affirmative, quelles nouvelles mesures a-t-on prises pour améliorer la productivité de la société?

[Français]

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, conformément à ce qu'a dit à maintes reprises le ministre de l'Expansion industrielle régionale et responsable de Postes Canada dans cette Chambre, le gouvernement a reçu le plan de Postes Canada. Il va l'évaluer. Quand il sera prêt à faire une annonce, il la fera.

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE PLAN D'AFFAIRES QUE LE GOUVERNEMENT DOIT BIENTÔT PRÉSENTER

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, hier en réponse à ma question, le ministre responsable des Postes n'était pas sûr de ce qui serait déposé et aujourd'hui j'aimerais demander au ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) si le plan d'affaires des Postes, que le gouvernement annoncera dans quelques jours, va être un document de consultation ou une décision du gouvernement. Est-ce qu'on va apprendre une fois pour toutes la vérité?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, lorsqu'on fera une annonce, ce sera une décision du gouvernement.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES**LE PROGRAMME D' ACTIONS ACCRÉDITIVES DANS LE SECTEUR MINIER**

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Finances. Les petites sociétés minières, les petits prospecteurs et les petits exploitants, l'Institut canadien des mines et de la métallurgie, les maisons d'investissement et les sociétés de forage s'inquiètent beaucoup de l'avenir des actions accréditatives. Le ministre dira-t-il à la Chambre s'il est prêt à s'assurer que ce programme se poursuivra dans les années à venir?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question. Son intérêt pour l'industrie minière est bien connu. Nous sommes en train d'étudier l'utilisation des actions accréditatives dans le contexte général de la réforme fiscale. Je ne voudrais pas anticiper les résultats de cette étude générale et des consultations connexes alors que les travaux viennent tout juste de débuter.

Le ministre des Finances rencontrera cependant l'Association minière du Canada le 17 novembre pour discuter de la réforme fiscale en général. Je suis certain que ce sujet sera abordé à cette occasion.

* * *

LES JEUX OLYMPIQUES**L'ACCESSIBILITÉ AU GRAND PUBLIC DES COMPÉTITIONS DES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE 1988**

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il s'agit de la vente des billets d'entrée aux Jeux olympiques de 1988. Il n'ignore pas que le ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur n'a pas affirmé catégoriquement que 75 p. 100 de tous les billets, y compris l'admission aux compétitions les plus populaires, seraient réservés au grand public. Le vice-premier ministre pourrait-il nous promettre, au nom du gouvernement du Canada, de prendre les mesures nécessaires pour que 75 p. 100 des billets d'admission à toutes les compétitions sportives, y compris les plus populaires, soient offerts au grand public.

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, le ministre est sorti pour affaires. Je rappelle toutefois au député que le ministre considère que 75 p. 100 de tous les billets devraient être offerts au public. C'est ce qu'il est en train de négocier avec le Comité olympique.

● (1440)

LES BILLETS RÉSERVÉS PAR LE GOUVERNEMENT

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Je pose ma question supplémentaire au ministre suppléant. Pourrait-il confirmer que le gouvernement fédéral s'est fait réserver jusqu'à 6 000 billets? S'il le confirme, accepterait-il de déposer à la Chambre les renseignements concernant les groupes auxquels ces billets sont destinés?

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada): Tout ce que je puis confirmer, monsieur le Président, c'est que le ministre tient fermement à son principe du 75 p. 100 et qu'il négocie sur cette base. Je transmettrai les autres questions au ministre dès son retour à la Chambre.

* * *

L'ÉNERGIE**LA DÉRÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DU GAZ NATUREL**

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Très bientôt s'amorcera la prétendue déréglementation du gaz, c'est-à-dire la déréglementation de la production, mais non celle du transport ou de la distribution. Que font le vice-premier ministre et le gouvernement pour protéger le petit producteur qui sera victime de la déréglementation le 1^{er} novembre prochain?